BLANQUEFORT: FORD DEMANDE AU REPRENEUR POTENTIEL UNE OFFRE RÉVISÉE

PUBLIÉ LE 13/11/2018 À 13H15

AFP

Le constructeur automobile Ford a demandé mardi à Punch Powerglide, société candidate à la reprise de son usine de Blanquefort (Gironde) menacée de fermeture, de faire une offre "révisée" d'ici 10 jours, dans un communiqué publié mardi.

"Afin de respecter le calendrier d'information et de consultation, Ford a demandé au potentiel repreneur une proposition, une lettre d'offre et un business plan révisés d'ici le 23 novembre prochain", a déclaré le groupe américain.

Le projet du candidat à la reprise de cette usine de boîtes de vitesse, la société Punch Powerglide, avait déjà reçu le soutien du gouvernement, des représentants syndicaux et des élus locaux. Mais Ford réaffirme ses doutes sur la solidité du projet et continue de privilégier une fermeture du site.

"En comparaison avec un plan social Ford comprenant un ensemble complet de mesures, nous ne croyons toujours pas que les plans de l'acquéreur potentiel offrent le niveau de sécurité et protection, ni ne limitent le risque de possible pertes d'emploi futures, que nous souhaitons fournir aux salariés", affirme le constructeur.

Il ajoute qu'il "échangera avec son Comité d'entreprise (...) le 28 novembre prochain" et assure que "les discussions se poursuivent avec le gouvernement sur un soutien plus avancé à l'égard de Ford".

Le 15 octobre, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire avait manifesté sa colère contre Ford, accusé de préférer fermer son usine plutôt que de la céder à un repreneur.

Philippe Poutou, délégué CGT de l'usine, demande également à Ford de revoir sa position. Selon lui, la reprise par le fabricant strasbourgeois de boîtes de vitesses Punch Powerglide permettrait de conserver 400 emplois sur les 850 salariés du site de Blanquefort. Concernant les autres salariés, 300 à 350 partiraient en préretraite, et 100 à 150 vers Getrag Ford Transmissions (GFT Bordeaux), selon lui.

"La bataille continue pour empêcher la fermeture de l'usine Ford", a-t-il assuré dans un message transmis à l'AFP, annonçant une action ce mardi devant l'usine, à l'occasion de l'avant dernière réunion du plan de sauvegarde de l'emploi qui se termine le 18 décembre.

"Avec nos moyens, dans des conditions difficiles, nous tentons d'imposer à Ford d'abandonner l'idée de fermer l'usine et d'accepter d'envisager une reprise", a-t-il déclaré.

Fin février, Ford avait annoncé cesser tout investissement dans son usine girondine, et rechercher un repreneur pour le site implanté dans la banlieue bordelaise depuis 1972.